

BCRH & Associés
Commissaire aux Comptes
35, rue de Rome
75008 - PARIS

ARCADE Finance
Commissaire aux Comptes
128, rue de la Boetie
75008 - PARIS

M2i

Société Anonyme au capital de 494 648 €

146/148, rue de Picpus
75012 Paris

333 544 153 R.C.S Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale d'approbation des comptes relative
à l'exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale de M2i,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société M2i relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



- *Évaluation des « fonds de commerce »*

La note de l'annexe intitulée « Immobilisations corporelles et incorporelles » présente l'approche retenue par la société en matière de tests de dépréciations des fonds de commerce.

Nous avons examiné les modalités de mises en œuvre de ces tests, les prévisions de flux de trésorerie, ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

- *Évaluation des « titres de participation »*

Les titres figurant à l'actif du bilan sont évalués selon les modalités présentées dans la note de l'annexe intitulée « Immobilisations financières ».

Nous avons procédé à des appréciations spécifiques des éléments pris en considération pour les estimations des valeurs d'utilité et, le cas échéant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 22 avril 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V - Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 30 avril 2021

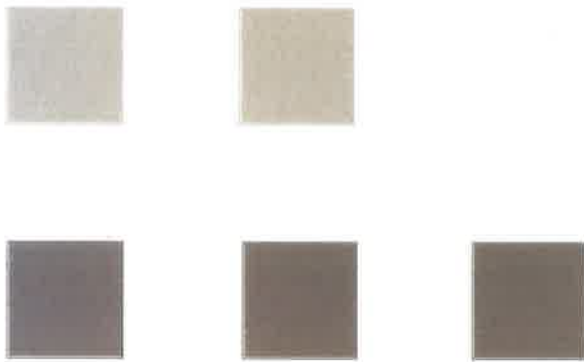
BCRH & Associés
Jean-François PLANTIN



*Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie régionale de Paris*

ARCADE Finance
Genevieve BRICE





Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2020



Bilan



Bilan Actif

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	779 871	386 134	393 736	234 437
Fonds commercial	988 738		988 738	988 738
Autres immobilisations incorporelles	5 417 482		5 417 482	5 417 482
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	34 732		34 732	
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 220 823	386 134	6 834 689	6 640 657
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				232
Constructions	53 253	53 253		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 133 582	781 404	352 178	345 929
Autres immobilisations corporelles	5 308 589	4 127 319	1 181 270	1 275 069
Immobilisations en cours				60 800
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	6 495 424	4 961 976	1 533 448	1 682 029
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 986 251		5 986 251	5 986 251
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	33 739		33 739	
Autres immobilisations financières	665 519	53 290	612 229	674 057
TOTAL immobilisations financières :	6 685 509	53 290	6 632 219	6 660 308
ACTIF IMMOBILISÉ	20 401 756	5 401 400	15 000 356	14 982 994
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	46 301		46 301	41 900
Créances clients et comptes rattachés	6 962 218	414 547	6 547 671	6 510 679
Autres créances	10 130 360		10 130 360	9 721 348
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	17 138 879	414 547	16 724 332	16 273 927
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				600
Disponibilités	3 779 654		3 779 654	3 942 829
Charges constatées d'avance	573 542		573 542	541 897
TOTAL disponibilités et divers :	4 353 196		4 353 196	4 485 326
ACTIF CIRCULANT	21 492 075	414 547	21 077 528	20 759 253
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	41 893 831	5 815 947	36 077 884	35 742 247

Bilan Passif

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	494 648	494 648
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	13 007 629	13 007 629
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	49 465	49 465
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	30 490	30 490
Autres réserves		
Report à nouveau	(1 977 291)	(1 579 265)
Résultat de l'exercice	(3 480 286)	(398 027)
TOTAL situation nette :	8 124 655	11 604 941
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	8 124 655	11 604 941
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	427 955	89 778
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	427 955	89 778
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 925 494	595 914
Emprunts et dettes financières divers	6 424 695	11 433 162
TOTAL dettes financières :	15 350 189	12 029 077
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	54 201	51 997
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 443 550	5 482 785
Dettes fiscales et sociales	5 256 671	6 198 856
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	408 385	278 371
TOTAL dettes diverses :	12 108 607	11 960 011
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	12 278	6 443
DETTES	27 525 274	24 047 528
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	36 077 884	35 742 247

Compte de Résultat



Handwritten signature

Compte de Résultat (Première Partie)

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises	1 275		1 275	73 672
Production vendue de biens				
Production vendue de services	25 041 655		25 041 655	36 003 722
Chiffres d'affaires nets	25 042 930		25 042 930	36 077 394
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				15 259
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			103 490	40 669
Autres produits			101 308	154 777
PRODUITS D'EXPLOITATION			25 247 728	36 288 100
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			(28 961)	115 657
Variation de stock de marchandises				6 808
Achats de matières premières et autres approvisionnements			486	6 808
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			19 922 525	24 684 724
TOTAL charges externes :			19 894 050	24 807 189
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			616 852	647 627
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			5 965 356	7 603 895
Charges sociales			2 457 057	3 225 374
TOTAL charges de personnel :			8 422 413	10 829 269
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			524 272	427 765
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			246 238	19 284
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			770 510	447 048
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			118 006	161 315
CHARGES D'EXPLOITATION			29 821 830	36 892 448
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(4 574 102)	(604 348)

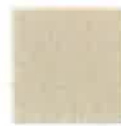
Compte de Résultat (Seconde Partie)

M2I

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(4 574 102)	(604 348)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	20 481	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		6 676
Autres intérêts et produits assimilés	1 928	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	1 317	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	23 726	6 676
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	53 290	
Intérêts et charges assimilées	218 254	261 129
Différences négatives de change	149	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	271 693	261 129
RÉSULTAT FINANCIER	(247 967)	(254 453)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(4 822 070)	(858 801)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	589	518
Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 432
Reprises sur provisions et transferts de charges		241 523
	589	246 473
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 881	633 017
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	15 191	19 234
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	338 177	
	358 249	652 250
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(357 660)	(405 777)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	(1 699 444)	(866 552)
TOTAL DES PRODUITS	25 272 043	36 541 249
TOTAL DES CHARGES	28 752 329	36 939 275
BÉNÉFICE OU PERTE	(3 480 286)	(398 027)

Annexe



Handwritten signature

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 36.077.884 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat négatif de (3.480.286) Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 08/04/2021.

Faits caractéristiques de l'exercice :

1/ Projet de renforcement capitalistique entre Prologue, O2i et m2i

Prologue a publié un communiqué de presse le 13 janvier 2020 où il rappelait que le 11 septembre 2019, il avait indiqué son souhait de finaliser le processus d'intégration capitalistique et opérationnel du groupe O2i afin de lui permettre notamment (i) de détenir directement 100% de l'activité du groupe O2i, et ainsi de simplifier la structure juridique de l'ensemble du groupe, afin d'en optimiser l'organisation, le fonctionnement et les coûts associés, (ii) d'offrir une plus grande lisibilité auprès des investisseurs, (iii) de limiter les frais, en ne maintenant la cotation que de deux sociétés (Prologue et M2i) au lieu de trois, et (iv) de favoriser encore plus la liquidité du titre Prologue.

Pour rappel, cette opération capitalistique consisterait en premier lieu à proposer aux actionnaires de la société M2i d'apporter leurs actions à une offre publique d'échange (OPE) initiée par Prologue, puis, immédiatement après la réalisation de cette première opération à laquelle O2i aurait apporté ses titres M2i, O2i ferait l'objet d'une fusion-absorption par Prologue.

Le 30 avril 2020, Prologue a indiqué, dans le cadre de l'impact du COVID-19, que concernant le projet de renforcement capitalistique entre Prologue, O2i et M2i, celui-ci restait totalement d'actualité mais, à ce stade, la société n'était pas en mesure de se prononcer sur un calendrier de réalisation mais le fera dès que possible, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire actuelle.

Puis, dans son communiqué du 15 novembre 2020, Prologue a indiqué confirmer son intérêt stratégique de pouvoir procéder à l'opération de renforcement capitalistique susvisée tout en précisant que les conditions de sa mise en œuvre n'étaient pas réunies pour pouvoir la poursuivre à l'heure actuelle.

2/ COVID-19 - Point sur l'activité et les mesures prises

Les circonstances exceptionnelles provoquées par la crise sanitaire du COVID-19 et les recommandations gouvernementales (arrêté publié au JORF du 16 mars 2020) ont contraint M2i à fermer l'accès au public de l'ensemble de ses 35 centres en France et en Espagne pour ses formations en présentiel jusqu'au 2 juin 2020.

En termes d'activité, dans la mesure où le groupe réalisait jusque-là une très large partie de son activité sous forme de cours en Présentiel ou en Blended-Learning dans ses agences, cette période a immédiatement eu pour elle, comme pour toutes les sociétés comparables du secteur, un impact significatif sur son chiffre d'affaires et sur ses résultats.

Pour répondre à la nouvelle demande du marché lié au confinement, M2i a immédiatement mis en place, avec ses experts technologiques et pédagogiques, des solutions performantes permettant à ses clients de suivre à distance et avec la même qualité tous les cours IT, Digital et Management qui habituellement étaient réalisées en présentiel. Plus de 2 400 cursus sont ainsi désormais disponibles sous cette modalité télé-présentielle de Classe à Distance (cf. sur le site du groupe : www.m2iformation.fr).

Tous les effectifs du groupe ont été, à partir du 16 mars 2020 placés en télétravail, en chômage partiel ou total et en sont graduellement sortis au cours de l'année 2020.

M2i a également obtenu 8 M€ de Prêt garanti par l'état (PGE) et Prêt Atout BPI, auprès de ses banques.

3/ Attribution d'actions gratuites

Par décision du Président Directeur Général en date du 27 juillet 2020 et du Conseil d'Administration du 30 juin 2020, il a été décidé d'attribuer gratuitement 92.500 actions ordinaires existantes ou à émettre de la société M2i, au profit de salariés ou dirigeants de la Société et/ou de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L225-197-2 du Code de Commerce.

4/ Changement de dénomination sociale de Scribtel Formation (filiale détenue à 100% par M2i)

Par décision de l'associé unique en date du 27 février 2020, la dénomination de "Scribtel Formation" a été modifiée en "M2i Scribtel".

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture :

Projet de renforcement capitalistique entre Prologue, O2i et M2i

Monsieur Georges Seban a fait un point sur l'état d'avancement de ce projet lors de la publication d'un communiqué de presse le 8 février 2021, en indiquant que :

« Concernant notre opération de renforcement capitalistique avec les sociétés O2i et M2i, les conditions de marché n'étaient jusqu'à présent pas réunies pour nous permettre de la finaliser. Nous avons donc choisi de la suspendre pour l'instant avec pour objectif de la reprendre, le cas échéant, à la suite de la publication des résultats annuels publiés au plus tard fin avril, avec la possibilité alors de procéder à la détermination de nouvelles parités. Je reste pour ma part fortement attaché à la réalisation effective de cette opération qui sera un formidable accélérateur de développement pour nos sociétés et un levier de création de valeur pour tous nos actionnaires ».

Principes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément :

- aux hypothèses de bases :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément :
 - aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
 - aux règles sur les actifs, amortissements et dépréciations issues :
 - du règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général ainsi que les règlements ultérieurs venant le modifier.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

M2i fait partie du périmètre de consolidation de O2i, tête de Groupe. La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration globale en raison de sa détention à hauteur de 58,96%.

Immobilisations corporelles & incorporelles :

Les valeurs comptables brutes des immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat après déduction des RRR et escomptes obtenus, et frais accessoires directement attribuables aux immobilisations).

Les frais accessoires qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en l'état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisés en charges.

Le coût des emprunts spécifiques à l'acquisition (ou à la production) d'immobilisations est comptabilisé en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels informatiques	01 à 03 ans
- Brevets	07 ans
- Agencements, aménagements des terrains	06 à 10 ans
- Constructions	10 à 20 ans
- Agencements et aménagements des constructions	12 ans
- Installations industrielles	05 ans
- Agencements, aménagements, installations	06 à 10 ans
- Matériel de transport	04 ans
- Mobilier de bureau et informatique	03 à 10 ans
- Mobiliers	05 à 10 ans

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Conformément au règlement de l'ANC 2015-06, appliqué pour la première fois à la clôture 2016, les malis techniques de fusion ou confusion ont été reclassés dans les postes correspondants aux actifs sous-jacents à savoir les fonds de commerce pour un total de 5.417K€.

Les immobilisations incorporelles, figurent au bilan à leur coût d'acquisition y compris les fonds commerciaux.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, la Société a estimé que les fonds de commerce n'ont pas une durée de vie limitée. A ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT), déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés («discounted cash flows » ou DCF) selon les mêmes modalités que pour le test de dépréciation des immobilisations financières.

Immobilisations financières :

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le prix d'acquisition des titres tient compte du prix payé lors de l'acquisition mais aussi des éventuels compléments de prix variables définis dans les protocoles d'acquisition. Ces compléments de prix sont inscrits en dettes sur immobilisations.

Les titres de participation sont soumis à un test de valeur annuel, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur économique de la société à la valeur nette comptable des titres de participation. La valeur de la société correspond à la valeur d'utilité déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF) ajustée du montant de l'endettement net de la filiale considérée. L'évaluation de la valeur d'utilité est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 4 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui a été fixé à 2% au 31 décembre 2020, sur la base de l'analyse prudente de l'expérience passée et du potentiel de développement futur, - d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 9,80% au 31 décembre 2020.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur de la société ainsi déterminée est comptabilisé en priorité en provision pour dépréciation.

Stocks :

Néant

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Certaines créances font l'objet d'une cession à un organisme d'affacturage. Elles sont ainsi déduite du compte client.

Primes de remboursement des obligations :

Néant

Engagements pris en matière de retraite :

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite n'a pas fait l'objet de provision, mais est intégré dans l'annexe.

Le montant des engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus, s'élève au 31/12/2020 à 692.765 euros.

Pour déterminer le montant de cette indemnité nous avons utilisé les paramètres techniques suivants :

- table de mortalité : INSEE 2018
- taux d'actualisation : 0,34%
- méthode de calcul : prospective
- initiative de départ : salariés
- âge de départ à la retraite : 60 – 67 ans
- taux d'évolution salariale : 1%
- taux de charges patronales : 42%

Passifs sociaux :

Néant

Opérations en devises :

Néant

Opérations à long terme :

Néant

Changement de méthodes comptables :

Néant

Instruments financiers dilutifs :

92.500 actions gratuites attribuées en 2020 et 90.005 actions gratuites attribuées en 2019, sont en cours de période d'acquisition au 31 décembre 2020.

Détail du résultat exceptionnel :

Le résultat exceptionnel de < 357.660 € > comprend notamment :

359.249 € de Charges Exceptionnelles, composées principalement de :

- 338.177 € de Provisions sur litiges sociaux
- 19.933 € de Charges sur Ex. Antérieur

Transferts de charge d'exploitation :

- 2.114 € correspondant à un remboursement d'assurance
- 43.898 € correspondent à des participations aux loyers sur les véhicules

Divers :

Le montant des honoraires CAC au titre de l'exercice s'élèvent à 68.080€ dont 9.180 € de facturation des « Services Autres que la Certification des Comptes » (SACC).

	Certif° Comptes	SACC	TOTAL
ARCADE FINANCE	29 450	4 500	33 950
BCRH Associés	29 450	4 680	34 130
	58 900	9 180	68 080

Intégration Fiscale:

A compter de l'exercice 2011 la société a opté pour le régime d'intégration fiscale pour le groupe, constitué d'elle-même et de sa filiale Scribtel Formation. Cette option a été étendue à sa filiale M2i Tech à compter de l'exercice 2014.

La société applique les règles du droit commun, à savoir, la mère, M2i détenant 100% du capital de ses filiales, est seule redevable de l'IS sur l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre d'intégration.

Au 31/12/20, le groupe constitué de M2i, société mère, et de ses filiales M2i Tech et Scribtel Formation, affiche un résultat fiscal d'ensemble de 162.865 €.

Le produit issu de l'intégration fiscale s'élève à 1.601.523€ et provient essentiellement de l'IS qui aurait été dû par la filiale SCRIBTEL FORMATION si elle avait été imposée séparément pour un montant de 5.719.724 €.

Etat des créances et des dettes :

a - Créances clients : Les créances faisant l'objet d'une cession par voie de subrogation à la société d'affacturage ne figurent plus au poste Clients dès leur cession.

Le montant des créances cédées au 31 décembre 2020 s'élève à 5.717 K€ ; la quasi-totalité de ces créances étant assurée par le Factor (GE FACTO France), dans le cadre du contrat Groupe signé le 16 mars 2016 par O2i pour l'ensemble des entités qu'elle détient.

b - Débiteurs divers : Le poste « débiteurs divers » comprend 597 K€ de comptes de Fonds de Garantie auprès de la société d'affacturage, et autres créances indisponibles.

Reconnaissance du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires de M2i Formation est principalement constitué de prestations de formation enregistrées lorsque les sessions de formations sont réalisées ou lorsque le délai d'annulation d'une inscription n'a pas été respecté.

Les produits des activités annexes, correspondant essentiellement à des refacturations de coûts liés aux prestations de services rendus, tels que les frais de déplacements ou de repas, sont reconnus au même rythme que les prestations correspondantes.

Le chiffre d'affaires est indiqué après déduction des escomptes, rabais ou ristournes qui peuvent être accordés aux clients.

Jetons de présence :

L'assemblée générale du 20 juin 2018 a décidé de fixer à dix mille (10.000) euros le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du conseil d'administration et/ou des éventuels comités ad hoc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Immobilisations

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	6 965 961		254 862
TOTAL immobilisations incorporelles :	6 965 961		254 862
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	53 253		
Installations techniques et outillage industriel	969 283		164 298
Installations générales, agencements et divers	3 157 388		81 560
Matériel de transport	55 464		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 884 375		129 803
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	60 800		
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 180 563		375 661
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 986 251		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	674 057		36 726
TOTAL immobilisations financières :	6 660 308		36 726
TOTAL GÉNÉRAL	19 806 832		667 249

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			7 220 823	
TOTAL immobilisations incorporelles :			7 220 823	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			53 253	
Install. techn., matériel et out. industriels			1 133 582	
Inst. générales, agencements et divers			3 238 948	
Matériel de transport			55 464	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			2 014 178	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			6 495 424	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			5 986 251	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		11 525	699 258	
TOTAL immobilisations financières :		11 525	6 685 509	
TOTAL GÉNÉRAL		11 525	20 401 756	

Amortissements

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	313 108	60 830		373 938
TOTAL immobilisations incorporelles :	313 108	60 830		373 938
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	53 021	232		53 253
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	623 355	158 049		781 404
Inst. générales, agencements et divers	2 225 977	186 800		2 412 777
Matériel de transport	53 980	92		54 072
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 542 201	118 269		1 660 470
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	4 498 534	463 442		4 961 976
TOTAL GÉNÉRAL	4 811 642	524 272		5 335 914

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	60 830		
TOTAL immobilisations incorporelles :	60 830		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	232		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	158 049		
Installations générales, agencements et divers	186 800		
Matériel de transport	92		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	118 269		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	463 442		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	524 272		

Provisions Inscrites au Bilan

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges (1) Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	89 778	338 177		427 955
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	89 778	338 177		427 955
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	12 196 10 000 225 788	 53 290 246 238	 57 478	12 196 10 000 53 290 414 547
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	247 983	299 528	57 478	490 033
TOTAL GÉNÉRAL	337 762	637 705	57 478	917 988

État des Échéances des Créances et Dettes

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	33 739		33 739
Autres immobilisations financières	665 519		665 519
TOTAL de l'actif immobilisé :	699 258		699 258
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	220 686		220 686
Autres créances clients	6 741 532	6 741 532	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	150	150	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 227	34 227	
État - Impôts sur les bénéfices	586 030	586 030	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	1 020 720	1 020 720	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	15 029	15 029	
État - Divers	262 768	262 768	
Groupe et associés	6 945 290	6 945 290	
Débiteurs divers	1 266 146	1 266 146	
TOTAL de l'actif circulant :	17 092 578	16 871 892	220 686
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	573 542	573 542	
TOTAL GÉNÉRAL	18 365 378	17 445 434	919 944

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	8 925 494	619 913	8 305 581	
Emprunts et dettes financières divers	37 350		37 350	
Fournisseurs et comptes rattachés	6 443 550	6 443 550		
Personnel et comptes rattachés	1 022 132	1 022 132		
Sécurité sociale et autres organismes	1 587 102	1 587 102		
Impôts sur les bénéfices	45 600	45 600		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 263 189	2 263 189		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	338 647	338 647		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 387 345	6 387 345		
Autres dettes	408 385	408 385		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	12 278	12 278		
TOTAL GÉNÉRAL	27 471 073	19 128 142	8 342 931	

Fonds Commercial

Période du 01/01/20 au 31/12/20

M2i

Éléments constitutifs du fonds commercial	Montant des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de Commerce TEACHWAY	135 784			135 784	
Fonds de Commerce O2i Nord			277 000	277 000	
Fonds de Commerce RAFI			105 204	105 204	
Fonds de Commerce FSI			3 049	3 049	
Fonds de Commerce PCS			75 404	75 404	
Fonds de Commerce NEWPORT			5 452	5 452	
Fonds de commerce NORIA MP	13 000			13 000	
Fonds de commerce NORIA NFC	14 000			14 000	
Fonds de commerce AVOLYS	359 846			359 846	
Autres Fonds de Commerce :			5 417 483	5 417 483	
<i>Mali Technique MBIP</i>			<i>987 770</i>		
<i>Mali Technique A3F</i>			<i>728 230</i>		
<i>Mali Technique RESO93</i>			<i>654 612</i>		
<i>Mali Technique RAFI</i>			<i>747 680</i>		
<i>Mali Technique PCS</i>			<i>493 356</i>		
<i>Mali Technique RESO LILLE</i>			<i>374 742</i>		
<i>Mali Technique FSI</i>			<i>388 653</i>		
<i>Mali Technique LEHAVRE</i>			<i>167 990</i>		
<i>Mali Technique GCF</i>			<i>245 200</i>		
<i>Mali Technique NEWPORT</i>			<i>402 898</i>		
<i>Mali Technique FORMATIC</i>			<i>226 352</i>		
Total Général	522 030		11 301 073	6 406 220	0

Les tests de valorisation et de dépréciation effectués par la société sur les activités de M2i justifient l'appréciation des dites immobilisations.

Ceux-ci ont été testés selon la méthode des DCF décrite dans le chapitre « Règles et méthodes comptables » page 11.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit à la reconnaissance de perte de valeur. Par ailleurs, une analyse de sensibilité a aussi été effectuée sur la base de calcul +0.5% sur le taux d'actualisation et +0.5% sur le taux de croissance à l'infini. Ces nouveaux tests n'ont pas fait apparaître de risque complémentaire.

Produits à Recevoir

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	2 266 758 7 820
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	2 274 578

Charges à Payer

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 793 513
Dettes fiscales et sociales	1 849 644
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	13 601
Autres dettes	269 263
TOTAL	3 926 021

Charges et Produits Constatés d'Avance

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	573 542	12 278
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	573 542	12 278



Composition du Capital Social

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	4946480	0,1
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	4946480	0,1



Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	(4 822 070)	
Résultat exceptionnel (hors participation)	(357 660)	
Résultat comptable (hors participation)	(5 179 730)	

Effectif Moyen

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	51	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	119	
Ouvriers		
TOTAL	170	

Crédit-Bail

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				2 466 916	2 466 916
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				1 637 239	1 637 239
- dotations de l'exercice				308 456	308 456
TOTAL				521 221	521 221

REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				1 621 937	1 621 937
- dotations de l'exercice				316 628	316 628
TOTAL				1 938 565	1 938 565

REDEV. RESTANT À PAYER :					
- à un an au plus				269 043	269 043
- à plus d'un an et cinq ans au plus				259 308	259 308
- à plus de cinq ans					
TOTAL				528 351	528 351

VALEUR RÉSIDUELLE					
- à un an au plus				2	2
- à plus d'un an et cinq ans au plus				4	4
- à plus de cinq ans					
TOTAL				6	6

Mont. pris en charge dans l'exercice					316 628
--------------------------------------	--	--	--	--	---------

Rappel : Redevance de crédit bail					316 628
-----------------------------------	--	--	--	--	---------

Engagements Financiers

au 31/12/20

M2i

ENGAGEMENTS DONNES	Montant
Nantissement DAT auprès de la BNP	220 525
Avais et cautions auprès de la BNP	441 050
Nantissement FDC au profit de la BNP en garantie du prêt du même montant financé par BPI	750 000
Emprunts en cours :	8 911 864
BNP - 750.000 € - Échéance 11/01/21 - Capital restant dû au 31/12/20 :	39 285
DLL - 29.606€ - Échéance 01/04/21 - Capital restant dû au 31/12/20 :	3 290
CIC - 500.000€ - Échéance 31/07/24 - Capital restant dû au 31/12/20 :	410 384
CIC - 500.000€ - Échéance 31/07/23 - Capital restant dû au 31/12/20 :	458 905
CIC - 2.500.000€ (PGE) - Échéance 10/05/26 - Capital restant dû au 31/12/20 :	2 500 000
BPI - 2.500.000€ (Prêt ATOUT) - Échéance 27/05/25 - Capital restant dû au 31/12/20 :	2 500 000
BRED - 1.000.000€ (PGE) - Échéance 30/07/26 - Capital restant dû au 31/12/20 :	1 000 000
SG - 1.000.000€ (PGE) - Échéance 25/12/26 - Capital restant dû au 31/12/20 :	2 000 000
Autres engagements donnés :	8 272 186
Crédits-Bails équipements pédagogiques	528 351
LLD Véhicules	202 171
Location Financière équipement pédagogiques	44 091
Pensions, Retraites et Indemnités	692 765
Locations immobilières	6 804 805
Total Général	18 595 625

ENGAGEMENTS RECUS	Montant	Montant
- La société O2i s'est portée caution personnelle et solidaire de M2i au profit de SCPI France Investipierre dans le cadre du bail commercial prenant effet le 1er juin 2013 entre M2i (preneur) et SCPI France Investipierre (Bailleur) pour les locaux sis 9 rue Graham Bell - 57070 Metz		
- Garantie bancaire reçue de la Banque Rotschild en cas de rachat des 34% de parts de la société ECSPLICITE		500 000
Total Général		500 000

Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
 Edition du 23/04/21
 Devise d'édition EURO

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	5 986 025		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	6 945 290		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	6 387 345		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			12 107
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
Prestations de Services	24 712 561
Ventes de Marchandises	1 275
Produits des activités annexes	329 094

TOTAL	25 042 930
-------	------------

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
France	24 966 437
UE	55 090
Export	21 403

TOTAL	25 042 930
-------	------------

Rémunération Globale et par Catégorie des Dirigeants

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	Montant
Des organes d'administration	
Des organes de direction et de surveillance	
	TOTAL

Identité des Sociétés Mères Consolidant les Comptes de la Société

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 23/04/21
Devise d'édition EURO

DÉNOMINATION SOCIALE	Forme	Au capital de	Ayant son siège social à
O2i	SA	7 655 158	101 Av. Laurent Cély 92230 GENNEVILLIERS
PROLOGUE	SA	13 975 689	101 Av. Laurent Cély 92230 GENNEVILLIERS

Liste des Filiales et Participations

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
 Edition du 23/04/21
 Devise d'édition EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)			
SCRIBTEL Formt°	16 114 099	100	4 214 504
M2i Tech	(676 439)	100	(384 977)
2. participations (10 à 50% du capital détenu)			
M2i Form° Spain	NC	34	(137 112)
Ecsplícite	1 857 484	34	180 029
Devup	11 168	34	(33 518)
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			
2. participations non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			

Accroissements et Allègements Dettes Futures d'Impôts

M2i

Période du 01/01/20 au 31/12/20
 Edition du 23/04/21
 Devise d'édition EURO
 Taux prévisionnel d'imposition :

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	Montant
Accroissements	
Provisions règlementées :	
- amortissements dérogatoires	
- provisions pour hausse des prix	
- provisions pour fluctuation des cours	
Autres :	
Effort Construction	26 032

TOTAL DES ACCROISSEMENTS	26 032
---------------------------------	---------------

Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- pour congés payés	
- participation des salariés	
Autres :	

TOTAL DES ALLÈGEMENTS	
------------------------------	--

Déficits reportables (1)	1 102 862
Moins-values à long terme	

(1) La totalité des déficits reportables est antérieure à l'intégration fiscale (exercice 2013).

